

Réponses au questionnaire Terre Solidaire

1 - Pour le juste paiement des impôts et lutter contre l'évasion fiscale

Lutter contre l'évasion fiscale en :

- Renforçant les moyens du parquet national financier, des brigades financières spécialisées et des services fiscaux
- Supprimant le « verrou de Bercy » pour permettre à la justice de poursuivre les fraudeurs fiscaux sans autorisation préalable de l'administration fiscale.
- Etablissant une liste crédible des paradis fiscaux pour lutter contre la présence des banques dans ceux-ci.

Lutter contre l'optimisation fiscale en :

- Instaurant une taxe sur les bénéfices détournés par les multinationales
- Imposant la transparence fiscale aux entreprises pour qu'elles transmettent les activités et impôts payés dans tous les pays où elles sont présentes.

2 – Pour la justice fiscale en France

Réforme de l'impôt en :

- Modifiant l'impôt sur le patrimoine en calculant la taxe foncière de manière à prendre en compte les emprunts, car ceux qui héritent d'un patrimoine et ceux qui s'endettent pour l'acquérir doivent être traités différemment
- Menant à bien la réforme du prélèvement à la source.
- Créant un grand impôt citoyen issu de la fusion de l'IR et de la CSG et comprenant davantage de tranches que l'actuel IR.

3 – Financer la solidarité internationale

Respecter l'engagement de consacrer 0,7% de notre RNB à l'APD et consacrer ce principe dans la loi.

Augmenter la part de dons par rapport aux prêts.

Pas de conditionnalité du financement de la solidarité internationale aux intérêts de la France.

4 - Réguler la finance

Faire davantage participer les banques à la sortie de crise en les faisant s'acquitter d'une contribution assise sur les super-profits réalisés.

Poursuivre les efforts engagés pour séparer effectivement les activités de dépôt et de spéculation des banques.

Etablir des contreparties réelles au CICE en termes d'emploi, de recherche, d'innovation ou de réduction du temps de travail.

Maintenir l'élargissement de la taxe française sur les transactions financières et soutenir son adoption au niveau européen.

5 - Garantir une Agence Française de Développement au service de la lutte contre la pauvreté et les inégalités

Soutenir et promouvoir l'État de droit et le renforcement des administrations des États fragiles au service de politiques publiques de lutte contre la pauvreté et de réduction des inégalités définies ces États eux-mêmes.

Impliquer la société civile concernées pour mieux répondre aux enjeux d'appropriation par les pays bénéficiaires.

6 – Pour la sortie des énergies fossiles et une vraie transition énergétique

Faire évoluer le mix énergétique français pour atteindre 50% d'énergies renouvelables en 2025.

Diffuser une culture de la sobriété énergétique et améliorer l'efficacité des usages en lançant un plan d'efficacité et de sobriété énergétique comprenant :

- Une régulation des équipements consommateurs d'énergie
- Une limitation de l'obsolescence programmée
- Une incitation à la réparation et au recyclage

7 – Mettre fin au soutien de la France aux agro-carburants

Cesser de soutenir le développement des agro-carburant et développer des bio-carburants non alimentaire tels que buissons de terres semi-arides, herbes de prairie, et algues marines.

8 – Financer l'adaptation des plus pauvres aux changements climatiques

Cesser de nuire pour limiter le réchauffement de la planète à 2°C en diminuant peu à peu les investissements dans les énergies fossiles.

Aider les pays pauvres en finançant les coûts auxquels ils doivent faire face pour s'adapter aux conséquences du changement climatique et limiter leurs propres émissions.

9 – Garantir la sécurité alimentaire face au changement climatique

Donner les moyens à la recherche de trouver les solutions les plus efficaces pour limiter au maximum les émissions de gaz à effet de serre grâce à la séquestration du carbone dans les sols agricoles.

Adopter des objectifs de préservation et de restauration des sols.

Rendre opposables les schémas d'aménagement et de protection de la nature.

10 – Soutenir l'agroécologie paysanne

Accompagner les agriculteurs dans la transition vers le bio en mettant en place des soutiens majorés à l'installation pour les projets d'agriculture biologique.

Créer un fonds national de compensation pour dédommager les producteurs victimes de contaminations.

Mettre en place une TVA à taux réduit sur les produits bio afin de favoriser le développement de la filière.

11 – Un devoir de solidarité à l'égard des migrants

Instaurer un visa humanitaire pour l'accueil des réfugiés.

Soutenir une révision du règlement de Dublin.

12 – Mettre fin à l'externalisation des politiques migratoires

Œuvrer en faveur de l'accompagnement des migrations inter-régionales pour ne pas laisser les pays qui accueillent de très nombreux migrants agir seuls.

13 – Mettre fin aux abus des multinationales

Inscrire dans la loi l'obligation pour les sociétés multinationales de respecter les droits humains et l'environnement.

Défendre au niveau européen la responsabilité des entreprises donneuses d'ordres en cas de non respects des droits humains et de l'environnement.

14 – Des conditions de travail et un salaire minimum vital pour tou.te.s

Imposer aux multinationales l'obligation d'adopter un plan de vigilance pour prévenir les atteintes aux droits humains.

Instaurer la transparence et la traçabilité sur l'origine des produits alimentaires.

15 – Garantir le respect des droits des femmes

Doubler les moyens du Ministère des Droits des Femmes qui doit être un ministère de plein exercice.

Créer des places supplémentaires d'hébergement spécialisé pour les femmes victimes de violences.

Renforcer les sanctions en cas de non-respect de l'égalité salariale.

Revaloriser les métiers majoritairement occupés par des femmes et développer des campagnes en faveur de la mixité des métiers.